



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 15 Décembre 1979

N° 48

PRIX ANTILLES 1F50
FRANCE 2F

Editorial GUYANE

LA FUSEE ET LES TRIBUS

Les moyens d'information du gouvernement français ne tarissent pas sur l'exploit que sera le lancement aujourd'hui même de la fusée ARIANE à partir de la Guyane. Nous sommes en quelque sorte aux premières loges.

Après les échecs de 1964 et 1973 de la Fusée «Europa», les Etats Européens qui s'étaient associés pour réaliser des fusées spatiales avaient reculé un temps, abandonnant le programme «Europa».

Mais décidément, l'espace est un domaine qui peut devenir rentable. On a besoin de lanceurs pour placer en orbite terrestre des satellites qui sont de plus en plus utilisés pour les télécommunications et les observations en tous genres. C'est ce qu'écrit France-Antilles : « Cette fusée (Ariane) dans l'esprit de ses promoteurs européens devrait permettre à l'Europe, dès 1981, de faire son entrée sur le marché mondial des lanceurs de satellites en concurrence avec les fusées américaines... » (F.A. du 11/12/79).

Concurrence du même type que celle qui oppose dans un autre domaine, l'aviation, les appareils européens aux américains. On sait quel est le succès de Concorde ou autres Airbus et Mercure. . . !

L'impérialisme franco-allemand qui est à la tête de cette entreprise de fusée est encore très loin de la puissance américaine. Les rododromes dans la presse ou à la radio ne changeront rien à ce fait.

Le lancer qui se déroule aujourd'hui se fait à la base de Kourou en Guyane. Cette base avait été installée après la guerre d'Algérie, pour la simple raison que le peuple algérien ayant chassé le colonialisme français, celui-ci avait dû quitter sa station de tir du Sahara (Hamaguir). Ce n'est nullement pour contribuer au développement de la Guyane comme il fut dit maintes fois que Kourou fut bâti. Kourou vit sa propre vie sans grand rapport avec la vie guyanaise.

Ce qui est remarquable et très symbolique c'est que cette base moderne, où des techniciens très qualifiés fabriquent un produit qui fait appel aux connaissances les plus avancées, soit en plein cœur d'une région, d'un pays sous-développés. L'impérialisme qui a dominé et pillé les quatre coins du globe n'a même pas la pudeur d'éviter certains rapprochements. Il y a une grande distance entre la vie de Kourou et celle des Indiens et des Noirs (Oyampis et Bonis) qui vivent en Guyane comme il y a des siècles.

Il y a aussi un fossé entre les installations modernes de Kourou et la vie misérable des campagnes des Antilles ou des quartiers pauvres des villes d'Amérique Latine toutes proches ou de Cayenne même.

Kourou et sa base de fusées sont bien le symbole de la morgue coloniale. Bien installé en Guyane, l'impérialisme français se croit certain de pouvoir mater toute velléité de révolte. Et de ce fait il foule aux pieds les sentiments des Guyanais et des peuples de la région qui sont opposés à la présence française.

FORT DE FRANCE

FR3 attaque des anti colonialistes en justice

La justice coloniale ne chôme décidément pas ces derniers temps. Les procès contre les jeunes et les militants anticolonialistes se succèdent sans trêve. Après les inculpés du Lycée de Trinité, après les jeunes de Schœlcher, après Oscar, c'est au tour d'un certain nombre de responsables du Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés d'être inculpés. On reproche à ces personnes l'occupation des locaux de FR3 Martinique qui eut lieu au début du mois de juillet de cette année.

En occupant FR3, les manifestants qui

étaient plus d'une centaine voulaient protester contre le silence total fait par la radio et la télévision au sujet de l'emprisonnement des jeunes de Schœlcher et de la mort, récente alors, de Philippe Chloë dans la prison de Fort-de-France. Face à tous ces événements, FR3, comme à son habitude était restée muette. Les journalistes avaient un bœuf sur la langue. Aussi, en allant à FR3, les manifestants voulaient que l'on passe un communiqué faisant le point sur cette affaire.

La direction de FR3 préféra priver la Marti-

nique entière de radio et de télévision plutôt que d'accorder quelques minutes d'antenne au Comité de Soutien et elle fit appel à la police et aux gardes-mobiles pour évacuer la station. Aujourd'hui, continuant sur sa lancée, elle entame des poursuites contre quelques membres du Comité de Soutien. Voilà qui montre on ne peut mieux ses conceptions en matière d'information : pour faire respecter le silence, on emploie gendarmes, policiers et justice. Ce n'est pas cela qui la fera mieux apprécier de la population.

GUADELOUPE

EPILOGUE DE L'AFFAIRE BLANCHET

Le nouveau hochet tendu pour amuser la galerie, c'est de dire que le gouvernement aidera les trois usines restant en Guadeloupe. Or, les Grands Moulins de Paris, auxquels appartient l'usine de Beauport, ont depuis plusieurs années annoncé leur intention de liquider l'usine. L'expérience prouve que même avec la fameuse «aide» de l'état, ces usines sucrières ferment leurs portes.

Ce n'est pas un problème propre à tel ou tel groupe particulier. Ce sont les capitalistes sucriers des Antilles dans leur ensemble qui ne veulent plus rester dans un secteur qui ne leur rapporte plus autant qu'aux époques passées. D'autant que d'autres secteurs plus juteux s'ouvrent à eux : le tourisme, la spéculation sur les terres, le commerce, la banane etc. . . A moins qu'ils ne préfèrent tout simplement s'installer y compris dans le sucre dans des pays où les salaires sont encore plus bas qu'aux Antilles.

Que faut-il faire contre cette politique des capitalistes ? Dans l'immédiat, la seule réponse qui pourrait donner satisfaction aux travailleurs de Blanchet et aux petits paysans de la région Moule-Morne-à-l'Eau serait bien sûr de confisquer les terres d'Empain. Il serait alors possible de reconverter sous le contrôle de la population toutes ces terres en un vaste domaine vivrier destiné à nourrir cette population. Cela est d'autant plus possible qu'il y a un réel besoin de produits vivriers : fruits et légumes de toutes sortes en Guadeloupe. Car il est choquant que les terres des Antilles ne nourrissent pas la population alors que des produits

On connaîtra probablement dans les jours à venir l'épilogue de l'affaire Blanchet. On se souvient que M. Dijoud avait promis fermement que le gouvernement s'opposerait aux licenciements.

Il faut croire que ce groupe a plus de poids sur le gouvernement français que l'un de ses ministres, puisque finalement 35 ouvriers auraient été mutés à Darboussier, et une vingtaine d'autres licenciés. Qui plus est, on apprend que Darboussier elle aussi fermera ses portes en 1980. L'usine de Blanchet appartient, on le sait, au groupe EMPAIN - Cie mixte.



importés sont déversés à des prix extrêmement élevés. Il n'est pas bon que l'agriculture soit à ce point déficiente aux Antilles et que les terres soient occupées par des cultures d'exportation ou industrielles (canne).

suite page 4

LE CONSEIL DE PRUD'HOMMES : UNE INSTITUTION QUI PEUT ETRE UTILE AUX TRAVAILLEURS

Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore le résultat des élections prud'hommales. Ce qui est certain c'est qu'en France ces élections serviront de test pour mesurer l'influence réciproque des syndicats. Ceux-ci d'ailleurs ont fait une campagne importante pour assurer leur succès. Pour la première fois, 12.700.000 salariés votent directement pour élire les Conseils de Prud'hommes.

Aux Antilles l'élection en question n'a pas passionné grand monde et certains syndicats ont même «oublié» de déposer à temps leurs listes de candidats.

Si on a vu à la télévision les représentants de certains grands courants existant en France, les syndicalistes des Antilles eux n'ont pas eu le droit de s'exprimer à l'antenne.

Les Prud'hommes sont une sorte de tribunal paritaire où se retrouvent des représentants des ouvriers et des patrons. Ceux-ci sont à l'origine de l'institution. Elle a été créée en 1806 à la demande de patrons de Lyon. Les conseils de prud'hommes jouent le rôle d'une sorte de frein aux abus de certains patrons. Ils servent à les obliger à appliquer les lois qui sont parfois favorables aux travailleurs ou en tout cas qui limitent les effets de l'exploitation.

Les prud'hommes sont donc un recours pour bien des travailleurs en particulier ceux qui sont isolés et désarmés face à des patrons qui, dans ces cas, violent allègrement la loi.

Bien sûr les prud'hommes ne remplacent pas la lutte des travailleurs, mais ils peuvent être un moyen de défense dans certaines circonstances, ils peuvent servir à obliger certains patrons à appliquer la législation sociale en vigueur.

Et ici, aux Antilles, où la majorité des patrons violent cette loi, cette institution peut servir malgré tout aux travailleurs.

PORTO-RICO: LA REVENDICATION POUR L'INDEPENDANCE AU GRAND JOUR

Lundi 3 décembre, deux soldats américains en base à Porto-Rico sont morts et six autres ont été blessés lors d'un attentat. Celui-ci a été perpétré contre ces trop célèbres «marines» américains, ceux qui tuaient au Vietnam, ceux qui aujourd'hui encore représentent dans le monde entier la force de répression de l'impérialisme américain «outre-mer».

Ce sont des mouvements d'extrême-gauche, partisans de l'indépendance de Porto-Rico, qui revendiquent cet attentat.

Rappelons que Porto-Rico est une colonie des Etats-Unis, un peu comme le sont la Martinique et la Guadeloupe par rapport à la France. Plus précisément, Porto-Rico est depuis 1917 sous le contrôle direct des Etats-Unis. En 1952, l'île acquit le statut de «membre libre du Commonwealth américain associé avec les Etats-Unis». Certains dirigeants américains avaient proposé qu'elle devienne le cinquante-et-unième état américain. Et, alors même que 6% de la population votait pour les indépendantistes lors des dernières élections, le gouvernement américain multiplie ses installations militaires dans l'île.

Ainsi, au mépris de la population, les marines disposent d'un centre d'entraînement de

tir dont les pêcheurs de la région réclament la fermeture, tant est grande la gêne que ce centre occasionne.

L'activité militaire américaine a deux origines. D'une part, l'île dispose d'une situation idéale eu égard aux visées américaines dans la Caraïbe. Porto-Rico est pour les Etats Unis un véritable point stratégique. D'autre part, le gouvernement américain ne tient pas à voir se développer l'agitation anti-impérialiste dans ce pays. Alors, il agit comme tous les régimes colonialistes : en employant la répression. Il sait la colère de la population portoricaine, en particulier de la jeunesse que le chômage contraint à émigrer vers les ghettos misérables de New-York ou de Chicago.

Alors la répression est présente partout. Ceux qui protestent, on les emprisonne ou on les assassine. C'est ainsi qu'un jeune militant indépendantiste, Angel Rodriguez Cordoba, a été retrouvé «suicidé» dans la cellule où il était emprisonné aux Etats-Unis.

L'attentat du 3 décembre n'est peut-être aujourd'hui que l'expression d'une minorité. Mais il permet de mettre en lumière la situation coloniale imposée par les Etats-Unis à ce peuple dans la Caraïbe et de montrer que tous n'acceptent pas la loi des «marines».

LA LOI BONNET-STOLERU : UNE LOI RACISTE ET XENOPHOBE



Christian Bonnet

La loi Bonnet-Stolérü pompeusement intitulée «conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France» vient d'être votée au Parlement.

Cette loi, sous prétexte de «prévenir l'im-

migration clandestine» entérine un état de fait. Elle offre en effet aux préfets et autres membres de l'appareil judiciaire et policier le droit de décider l'expulsion d'un immigré. Surtout, elle rétablit les internements administratifs et les incarcérations sans jugement dans des camps sinistres où sont pratiqués de mauvais traitements.

Avec le vote de cette loi, le gouvernement se donne les moyens d'ouvrir à n'importe quel moment la chasse aux immigrés.

Pour l'instant, on n'en est pas encore là. Car les capitalistes de la grande industrie, notamment, ont besoin des bras des travailleurs immigrés. Mais ceux-ci peuvent à tout moment être jetés dehors, si nécessaire. Et il n'est pas mauvais (pour les patrons) que ces travailleurs sentent peser sur eux cette menace permanente.

Après les belles déclarations de Bonnet sur «la préservation des traditions d'hospitalité de la France» pour justifier le vote de cette loi, sans oublier les hypocrites manifestations d'intérêt telle la «semaine des immigrés», on voit bien quelle démagogie professe le gouvernement, derrière une politique raciste et xénophobe.

CONTRE L'IMPERIALISME US, SOUTENONS LE PEUPLE IRANIEN!



En 1978, le peuple iranien s'est révolté jusqu'à chasser le dictateur sanglant qu'était le Shah et à amener Khomeiny au pouvoir. Un tel type de soulèvement n'est pas nouveau. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, un grand nombre de révoltes semblables ont eu lieu, amenées par des idées nationalistes dites progressistes, castristes, etc. . . Dans tous les impérialistes et en particulier contre l'impérialisme américain. Celui-ci domine, exploite et maintient dans la misère les trois quarts de la population du globe. C'est lui qui a mis Pinochet au pouvoir au Chili en 1973, réinstallé le Shah à la tête de l'Iran en 1953 par un coup d'état. Par l'intermédiaire de ces dictateurs, les Etats Unis pillent ces pays et en appauvrissent les populations.

Dans plusieurs cas, les peuples en ont eu assez et se sont révoltés avec l'intention de met-

tre fin au pillage du pays par les impérialistes, de mettre fin à leur misère. Ces intentions sont intolérables pour l'impérialisme américain. Il désire poursuivre son pillage.

Ceux qui ont dirigé ces mouvements de «libération nationale» ne changent pas véritablement la situation des masses opprimées qui se révoltent. Généralement, ils cherchent à composer avec l'impérialisme américain et n'appellent pas les opprimés à renverser partout dans le monde la puissance impérialiste.

Et il en est ainsi en Iran.

Le peuple iranien est donc descendu dans la rue contre le Shah. Il ne savait pas que c'était une banque américaine, la Morgan qui gérait le budget de l'Iran sous le Shah. Il ne savait pas non plus à quel point les capitalistes américains s'emparaient des poches en Iran sous le chah. Mais une chose était claire, les Etats-Unis

étaient derrière le Shah et le Shah c'était la torture, la Savak (police politique), les fusillades, la misère face au luxe tapageur d'une minorité. Aujourd'hui, on comprend que la population iranienne manifeste son soutien aux étudiants qui occupent l'ambassade américaine.

Alors le gouvernement de Carter brandit la menace d'intervention militaire pour tenter non pas de sauver les otages de l'ambassade, mais pour imposer sa loi à Khomeiny afin de préserver les substantiels profits que réalisaient les trusts américains en Iran à l'époque du chah.

Bien sûr, Khomeiny ne représente ni les intérêts généraux de la population, ni même ses intérêts particuliers dans l'affaire de l'ambassade américaine. Ce religieux réactionnaire cherche à utiliser le mécontentement et la révolte anti-américaine de la population pour réaffirmer son pouvoir.

Pourtant dans cette affaire entre Khomeiny et l'impérialisme américain, nous ne devons pas nous tromper de camp. Les masses iraniennes ont permis à Khomeiny de parler en leur nom. Nous, Antillais, sommes mal placés pour leur reprocher ce choix. Ceux qui parlent en notre nom ne sont-ils pas les Moustache, Guilloid, Petit, Sablé, réactionnaires bon teint et valets de l'impérialisme français ?

Cependant, même si à la tête du peuple iranien se trouve Khomeiny, c'est le peuple iranien que nous devons soutenir contre les américains.

Lorsque les journalistes bourgeois parlent d'une guerre éventuelle déclenchée par l'ayatollah ce n'est que mensonge. L'agresseur dans cette affaire ne peut être que le gouvernement américain. C'est lui qui a besoin d'imposer sa domination à l'Iran et d'exploiter ce pays en maintenant la population dans la misère. C'est donc au peuple d'Iran que nous devons accorder notre soutien car nous ne saurions rester neutre dans cette affaire.

TI-JEAN L'HORIZON: Simone Schwarz-Bart

Traditionnellement, «Ti Jean» dans les contes antillais est le symbole même de la débrouillardise. C'est un personnage anti-conformiste qui n'hésite pas à fouler aux pieds les règles les plus élémentaires de la morale établie pour grimper dans l'échelle sociale. Il n'hésite pas à rouler, à exploiter, à écraser ses proches, mais aussi à s'en prendre à ceux d'en face, les gros, pour percer. En ce sens, de sortir de la misère. C'est un «Ti-Jean» qui est le personnage central du livre de Simone Schwarz-Bart.

Mais ce n'est plus tout à fait le même. Sa débrouillardise, son envie de percer, de s'élever, le «Ti-Jean» de Simone Schwarz-Bart les met au service d'une grande cause. Il s'agit de tirer la Guadeloupe de la nuit dans laquelle elle est plongée depuis la disparition du soleil ou plu-

tôt depuis qu'une sorte de grande vache a avalé le soleil. Avec cette nuit, la misère, la peur ont précédé le rétablissement de l'esclavage. «Ti-Jean» va alors errer à travers le temps, à travers l'espace à la recherche de son destin. Ses pas le conduiront au royaume de ses ancêtres en Afrique. Là, il effectuera une «descente au royaume des ombres». Puis il enjambra les «trois mers et les quatre royaumes pour aborder aux terres arides et glacées de la métropole et pour finir enjamber la mort elle-même».

«Ce n'est pas une blague, non messieurs, pas une blague».

Mais finalement, c'est en Guadeloupe même qu'il trouvera les moyens et la force de terrasser la bête.

Avec ce roman, Simone Schwarz-Bart nous plonge dans une véritable féerie du rêve qui renoue avec le merveilleux des contes antillais.

Simone Schwarz-Bart a choisi de transcrire ce merveilleux en franchissant les frontières du rationnel. Cela peut parfois surprendre, dérouter. Mais on ne peut guère reprocher à l'artiste le choix de ses procédés artistiques. D'autant que malgré quelques difficultés, c'est toujours avec ravissement que l'on retrouve le fil et que bien souvent, on peut faire des analogies - voulues ou non par l'auteur - avec la situation actuelle.

Alors ce roman est une note d'espoir, son «message», si on peut s'exprimer ainsi, est que quelle que soit l'opacité de la nuit coloniale, nous ne pouvons désespérer.

LES DEPUTES: DES MARIONNETTES

En moins de 15 jours, Barre a fait la démonstration de l'inutilité des parlementaires.

Déjà dans la nuit du 17 au 18 novembre, devant l'hostilité de la majorité des députés (PC, PS et même RPR) à son projet de budget, Barre avait été obligé d'engager la responsabilité du gouvernement. Ce qui veut dire que la seule solution restait aux députés désireux de s'opposer au budget du gouvernement était de voter une motion de censure pour le faire tomber. Le RPR se refusant d'aller jusque là, les motions de censure ne furent pas adoptées, le gouvernement Barre ne fut pas renversé et son budget fut adopté automatiquement, sans vote.

Dans la nuit du 4 au 5 décembre, Barre a eu recours à la même méthode pour faire passer le budget de la Sécurité Sociale. Les motions de censure déposées par l'opposition n'ayant pas été votées, le budget de la Sécurité Sociale a donc aussi été adopté automatiquement et ce, contre l'avis de la majorité des députés.

Qu'est-ce donc qu'un parlement dans une démocratie bourgeoise sinon une chambre d'enregistrement. Quand il est d'accord avec les projets de loi gouvernementaux il les vote ; quand il n'est pas d'accord avec ces projets, ceux-ci sont quand même adoptés!

Ce n'est donc pas dans ces parlements que se décide la politique des pays. Elle se décide dans les cabinets d'experts à la solde des grands capitalistes dont les ministres ne sont que des agents.

COMMUNIQUE
NOUS AVONS REÇU LE COMMUNIQUE
SUIVANT EMANANT DU
SYNDICAT C.S.T.M. COLSON.

Monsieur le Directeur, depuis quelques temps le gouvernement français se démène pour implanter dans la région Antilles-Guyane un pavillon de Force pour détenus dangereux.

La Guadeloupe, pressentie, refuse d'être le terrain d'une expérience carcérale du système répressif regroupant les individus dangereux des trois départements.

La Guyane, quant à elle, s'oppose à l'implantation d'une nouvelle forme de bague qui, jusqu'ici joue défavorablement sur son image de marque.

Aussi, le gouvernement a jeté son dévolu sur la Martinique et tente, par un chantage financier éhonté d'imposer son projet à Colson. Chantage qui consiste à financer l'humanisation de l'hôpital à l'unique condition de l'acceptation de ce pavillon de force.

Nous n'allons pas vous souligner la contradiction fondamentale qui se dégage à vouloir faire coïncider une prétendue humanisation avec un système carcéral oppressif, notre propos est de dénoncer cette entreprise, de souligner les innombrables dangers qu'elle comporte en son sein tant pour les authentiques malades mentaux que pour la population de la Martinique toute entière.

GALA DE COMBAT OUVRIER EN MARTINIQUE : UN SUCCES

Pour la troisième année consécutive, notre gala, tenu cette fois encore dans la salle du Terpsichora, au Lamentin, aura connu un grand succès. Une foule nombreuse de travailleurs, de jeunes a applaudi avec enthousiasme les artistes qui se produisaient bénévolement et qui ont tous été très appréciés du public : Léon Sainte-Rose, Duverger, Jean Thérèse, Sylvanise Pépin, Djo Désormo, Guy Méthalie, les musiciens de La Perfecta, Marsé et ses rois du tambour.

Nous en profitons d'ailleurs pour les remercier une fois de plus d'avoir animé notre gala, apportant ainsi leur soutien et leur contribution au courant d'idées que nous représentons, et au mouvement anticolonialiste en général.

D'autres artistes n'étaient pas, comme les années précédentes présents sur la scène, car malheureusement le temps limité du spectacle nous imposait de restreindre le nombre des pas-

sages. Mais ils étaient cependant parmi nous, dans la salle, et leur présence à nos côtés ce soir là avait la même signification que s'ils avaient été de l'autre côté de la rampe comme les autres années.

L'allocution prononcée par notre camarade au milieu du spectacle rappelait à tous que la fête, la musique et la danse ne sauraient faire oublier la situation coloniale dans laquelle nous vivons, où le manque de libertés, l'exploitation, appellent à la lutte quotidienne de tous les travailleurs et des catégories opprimées de la population. Mais elle montrait aussi que de cette lutte même naît l'espoir d'un changement radical et grandiose de la société actuelle, changeant que la classe ouvrière et tous les exploités sont les seuls à même d'accomplir.

Des panneaux politiques exposés expli-

quaient nos positions sur un certain nombre de questions ou reprenaient les événements de la lutte des jeunes dans l'affaire « de Schœlcher » ou des travailleurs hospitaliers pendant leur grève. Nous proposons enfin une grande variété de livres, et nombreux ont été les acheteurs.

Le bar et le restaurant accueillaient assoiffés et affamés et n'ont pratiquement pas désemplis de toute la soirée, les amateurs de Chou, de brochettes, d'oursins ou de ti-nain-la morue étant particulièrement nombreux !

Enfin, de minuit à trois heures du matin l'orchestre E* a animé le bal.

A tous ceux qui ont partagé avec nous ces quelques heures de détente et de plaisir, nous donnons rendez-vous l'année prochaine pour un autre gala de Combat Ouvrier.!

EMIGRATION:

UNE TRAVAILLEUSE ANTILLAISE MEURT DE CONDITIONS DE TRAVAIL SCANDALEUSES

Une Antillaise, femme de service à la cantine de l'Université de Nanterre est morte à la suite d'une altercation avec son chef. L'épuisement, l'énervernement avec le lot des travailleurs de cette cantine. Il manque des effectifs et les conditions de travail sont déplorables.

Ainsi une discussion vive avec un chef a fait déborder la coupe. Notre camarade a eu une crise de nerfs. Elle est finalement tombée dans le coma et décédée peu après.

Ses camarades ont réagi immédiatement. Le personnel du restaurant universitaire de Nanterre a fait grève pendant une semaine pour dénoncer les mauvaises conditions de travail responsables de la mort de leur camarade. Ils ont eu raison. Il est cependant déplorables que dans cette société dite « développée » des travailleurs meurent de leurs conditions de travail.

DOMINIQUE LA FRANCE IMPERIALISTE

Le gouvernement français poursuit son offensive de charme auprès de certaines îles des Caraïbes. C'est ainsi qu'il vient de signer (le 3 décembre) un accord de coopération culturelle, scientifique et technique avec le gouvernement de l'île de la Dominique.

Cet accord prévoit notamment des échanges de professeurs et l'octroi de bourses d'études.

Il est bien évident que le gouvernement français n'est pas un gouvernement de philanthropes, par cet accord il cherche à accroître la présence française dans ce pays et dans les autres îles de la Caraïbe et ce pour promouvoir les intérêts des capitalistes français.

GUADELOUPE : LA SIG AUGMENTE SES LOYERS MAIN BASSE SUR NOS PORTE-MONNAIE

13% d'augmentation en 1979 à Louisy-Mathieu, 20% à Grand-Camp (dans les chicanes pour 1980 et les autres locataires, qu'ils soient de Chanzy, Mortenol, Bergevin, Raizet ou d'autres cités de la SIG n'ont pas été à l'abri des récentes augmentations abusives des loyers.

A Grand-Camp (Chicane) le F4 a été augmenté (à partir de 1980) de 170F alors qu'il l'avait déjà été de 90F il y a à peine 6 mois de cela. Ainsi ce F4 coûte actuellement 1.010F !

A Bergevin, le F3 qui coûtait 244,52F en 1979 a été augmenté de près de 50F.

A Chanzy le F4 sera payé désormais 330,71 F après avoir subi une augmentation de 50F.

Ce ne sont que des exemples parmi tant d'autres.

Ainsi toutes ces séries d'augmentations montrent bien que Tavernier, le directeur de la SIG entend profiter largement de la décision prise par le gouvernement de libérer les prix des loyers. Déjà, même au moment où les augmentations de loyer étaient limitées, Tavernier ne se gênait guère pour augmenter régulièrement

les loyers et maintenant qu'il a les mains libres, on s'aperçoit qu'il a décidé de mettre les bouchées doubles sous prétexte de « rattrapage ». Mais toutes ces augmentations sont aussi scandaleuses que les conditions d'habitat dans lesquelles les locataires de la SIG vivent. Car ce qui compte avant tout pour les requins de la SIG c'est d'arnaquer au maximum les locataires, sans qu'elle ait à tirer la moindre pièce de sa poche pour essayer d'améliorer les conditions d'existence dans ces cités. Car combien d'actions individuelles sous forme de lettre ou de démarche auprès de la SIG ont déjà été en reprises, soit pour aménager le système de viduures qui, en bas des bâtiments de Mortenol, Bergevin, Chanzy... dégagent une odeur nauséabonde et constituent le lieu de rendez-vous des chiens errants ? Combien de locataires qui se plaignent chaque jour de recevoir chez eux des eaux usées provenant d'un tuyau évacuateur qui a éclaté ! Dans ces mêmes cités beaucoup de femmes craignent de sortir le soir du fait de l'éclairage bien souvent défectueux si ce n'est

inexistant.

Enfin la plupart du temps, toutes les réclamations des locataires restent lettre morte et ils sont obligés d'engager les réparations qui s'imposent chez eux, à leurs propres frais.

Finalement dans les cités de la SIG, il n'existe aucune infra-structure collective pour permettre aux gens de mener une vie un tant soit peu décente sans se sentir isolés dans des cages en béton.

Cela fait des années que cette situation existe, mais certains locataires manifestent leur opposition face au mépris de la direction de cette société immobilière. C'est ce que les locataires de Louisy-Mathieu ont exprimé par les délégations qu'ils ont envoyées à la SIG. Maintenant ce sont les locataires de Grand-Camp qui expriment leur désir de s'opposer à ces augmentations. Effectivement si les locataires ne veulent pas être le « cochon de Noël » de Tavernier ils devront lutter, car la lutte, c'est le seul langage que comprennent les requins de l'immobilier.

ECHOS DES ENTREPRISES

GUADELOUPE : LA GREVE DES 3 ET 4 DECEMBRE

Nous publions ci dessous des échos qui montrent comment s'est déroulée la grève des 3 et 4 décembre en Guadeloupe.

Si sur le plan général, cette grève ne fut pas un succès, vu la faiblesse de la participation, il reste que dans certains secteurs, les travailleurs furent très contents de saisir cette occasion pour exprimer leur mécontentement. Et dans bien des cas, on a l'impression que ce sont les syndicats eux-mêmes qui ont été à l'origine de la limitation du mouvement. Soit parce qu'ils n'ont pas préparé sérieusement, soit parce qu'ils ont refusé de laisser s'exprimer les mots d'ordre propres à chaque entreprise. Or, bien des travailleurs ne voyaient pas pourquoi s'opposer à la fermeture des usines (c'était le thème de la manifestation) et refuser de mettre en avant leur propre revendication. Cela a entraîné con-

fusion et hésitation dans certaines entreprises.

Comme quoi, ce mouvement dans la forme voulue par les syndicats est appelé à rester un mouvement sans lendemain.

On est loin de toute idée d'une offensive ouvrière contre le chômage, les bas salaires et les licenciements. Ni la CGTG, ni les syndicats nationalistes ne l'ont proposée. Ils n'ont ni les uns, ni les autres de plan pour l'avenir.

Il reste aux travailleurs à se donner eux-mêmes les moyens de riposte. Cela peut réclamer bien des efforts et même prendre du temps. Mais cela n'a rien d'impossible. De toute façon, face aux effets désastreux de la crise et de l'aggravation de la misère pour beaucoup, il ne reste qu'une seule voie : se préparer pour se battre.

COMMERCE : QUELQUES ECHOS DE LA GREVE

Dans l'ensemble, les employés des grandes surfaces ont suivi le mot d'ordre de grève générale lancé par l'inter-syndicale, les 3 et 4 décembre. Pour beaucoup d'entre eux, ce fut l'occasion de faire savoir leur mécontentement face aux nombreux problèmes qu'ils connaissent A L'ESCALE : dès lundi matin, les employés de ce magasin ont arrêté le travail et mis sur pied un piquet de grève. Ainsi la grève fut unanimement suivie, exception faite pour quelques cadres.

A PRISUNIC-RAIZET : jusqu'au mardi matin, la situation n'était pas bien claire, car beaucoup de camarades hésitaient encore mais grâce à la participation de camarades de l'Escale, nous avons renforcé notre piquet de grève et convaincu les derniers hésitants.

A PRISUNIC-VILLE : malgré les efforts déployés par les responsables syndicaux, la grève ne fut pas suivie. Pourtant, jusqu'au vendredi, une faible majorité était quand même d'accord à participer au mouvement. Mais le lundi, les employés rentrèrent finale-

ment au travail et à la deuxième sonnerie, seule une vingtaine de camarades restaient devant la porte. Mais devant la désertion des autres, nous primes nous aussi la décision de rentrer.

Est-ce que les menaces du patron de supprimer la prime de fin d'année a eu une influence sur la décision des camarades ? On ne peut pas répondre exactement à la question. En tout cas, nous fûmes totalement absents du mouvement.

A NOUVELLES GALERIES : Les employés firent grève pendant les deux jours tandis que SUPERETTE-RAIZET connut la même situation que Prisunic-Raizet.

SOFROI :

LA GREVE A ETE BIEN SUIVIE

Lundi et mardi, la grève fut bien suivie. Des réunions d'explication avaient été faites dans la semaine par les délégués et différents camarades étaient intervenus pour soutenir l'ensemble des collègues.

L'ensemble des collègues étaient d'accord.

Il y a eu 4 récalcitrants en dehors des contractuels et de la maîtrise. Et c'est eux qui ont

ouvert le magasin mardi matin.

A la manifestation, nous étions une dizaine autour de notre banderole « Le pouvoir aux Travailleurs ». Nous n'avons pas de pancartes car la confédération (CGTG) n'a pas accepté nos mots d'ordre sur les 300 F pour tous et autres revendications de notre secteur, prétextant les accords avec les autres syndicats.

Pour certains d'entre nous, cela n'était pas normal, car nous ne manifestions pas pour la seule défense de l'économie sucrière (dirigée d'ailleurs par les capitalistes) mais aussi pour nos revendications de travailleurs.

A part cela, nous étions plutôt contents d'avoir participé au mouvement de mécontentement, aux côtés des milliers de travailleurs.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE : UNE GREVE GENERALE PEU SUIVIE A L'HOPITAL

Les 3 et 4 décembre, nous n'avons pas été nombreux à participer à la grève.

En effet, beaucoup d'entre nous ne se sentaient pas directement concernés par les mots d'ordre.

Le fait que la grève ait été décidée seulement 4 jours à l'avance n'a fait qu'aggraver les choses. Hormis un tract et des panneaux appelant à la grève, aucune préparation n'a été faite par les syndicats. De plus, les syndicats n'ont pas voulu nous mobiliser sur nos propres revendications, sur nos propres mots d'ordre.

Cette grève a donc été un échec relatif au niveau de l'hôpital.

Il n'empêche que nous devons saisir toute occasion de protester contre la politique menée par l'administration coloniale ; cette administration qui en réduisant le budget de la santé aggrave considérablement nos conditions de travail. Et c'est en manifestant aux côtés des travailleurs des autres secteurs, non en restant à l'hôpital que nous pouvions lui faire connaître notre mécontentement.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE :

ETRE MALADE A RICOU, C'EST PAS LA JOIE

Les malades de Ricou n'ont aucune distraction : pas de télévision, pas de salle de jeux ou de détente, pas de journaux, ni de bibliothèque.

Le soir, ils sont nombreux à s'entasser dans la petite chambre du prêtre pour regarder la télévision. Certains d'entre eux restent dehors à une heure avancée de la nuit : ils s'ennuient. Souvent, ils se plaignent à nous.

Ces malades, qui le plus souvent suivent un long traitement, et qui, par conséquent, sont coupés de leur vie familiale, de leurs habitudes, devraient bénéficier d'un certain bien-être. C'est la moindre des choses, compte tenu du tarif auquel ils paient la journée d'hôpital ; et cela ne pourrait, en outre, que contribuer à leur guérison.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE

ON LICENCIE LES AUXILIAIRES

Un certain nombre d'auxiliaires, dans plusieurs services, n'ont pas vu leur contrat renouvelé. Et l'on peut craindre que d'autres cas semblables se présentent. Généralement, on leur dit qu'il faut attendre, que l'on va les rappeler. Mais en fait, les restrictions budgétaires pour 1980 laissent à penser qu'ils ne seront pas repris.

On prive ces camarades d'emploi, alors même que le nombre de malades ne cesse d'augmenter dans les services à tel point que certains dorment sur les brancards, faute de lits. Cela se traduit pour nous par un surcroît de travail, alors que nous avons déjà bien du mal à accomplir notre tâche. Tôt ou tard, il faudra choisir : ou bien travailler dans des conditions démentielles jusqu'à ce que nous mêmes tombions malades, ou bien mener une lutte déterminée pour imposer à l'administration la titularisation des auxiliaires et l'embauche de personnel en suffisance.

Grand branle-bas de combat les 7 et 8 décembre dans la Caraïbe anglophone. M. Tom Adams, premier ministre de Barbade, adresse un message de soutien à M. Milton Cato, son homologue de Saint-Vincent, île devenue récemment indépendante. D'autres états de la région font de même.

Que s'est-il donc passé ?

Tout simplement que sur une petite île de 13 km² un groupe d'une trentaine de jeunes «rastas» s'était emparé du poste de police et de l'aéroport.

Ils entendaient ainsi protester contre la mauvaise situation générale qui règne dans leur île.

Le gouvernement de Milton Cato réussissait sans trop de problèmes à régler cette situation.

Il n'y a pas eu à notre connaissance d'affrontement véritable et M. Cato a promis de s'intéresser de plus près au sort des habitants (4000 en tout) de l'île UNION.

Mais ce petit incident somme toute très mineur, a mis en émoi toute la Caraïbe. On a entendu de fracassantes déclarations sur ceux qui veulent «déstabiliser» la région. L'empressement même des gouvernements des autres îles de l'ex-empire britannique à voler au secours de Cato montre à quel point tous ces gouvernements vivent dans la hantise d'une révolte de leurs peuples. Et cela, c'est depuis Grenade. Depuis que M. Bishop, le jeune avocat aux convictions castristes a pris le pouvoir dans cette île.

Depuis, chaque gouvernement (et les Américains aussi) craint de voir éclater partout d'autres «Grenade» à ses pieds.

TELEVISION :

RACINES

Depuis mercredi soir, à raison de 2 émissions par semaine, est enfin projeté aux Antilles le feuilleton «Racines», avec un retard considérable sur la France. Et sans la protestation populaire, le dit feuilleton ne serait peut-être jamais passé. Les premiers épisodes retracent la naissance et la jeunesse d'un Africain, Kounta Kinté, et sa capture par des négriers aux alentours de 1750. A ne pas manquer.

A long terme, la solution aux problèmes actuels est politique. L'économie des Antilles ne pourra être organisée en fonction des besoins de leur population que lorsque celle-ci y aura le pouvoir de décision - c'est à dire le pouvoir politique.

Pour nous dissuader de nous engager dans cette voie, les moyens de la propagande officielle ne cessent de déverser mensonges et stupidités. Ils prédisent pour les Antilles les pires catastrophes si elles sont dirigées par leur propre peuple.

Outre que cela renferme une forte nuance de mépris («Vous êtes des incapables») - ce raisonnement est faux.

La base matérielle de l'économie actuelle ne changera pas si ce sont des gouvernements antillais qui la font fonctionner. Si l'on compte que le gaspillage et le pillage impérialistes auront disparu, on voit bien que les Antilles ont tout intérêt à s'engager dans la voie de la lutte contre l'impérialisme français.

Cela d'autant plus que cette lutte, les tra-

vailleurs peuvent la diriger eux-mêmes. Les pauvres peuvent, en s'y préparant, en prenant l'habitude de s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires, en contrôlant ceux qui parlent en leur nom, exercer demain le pouvoir dans un pays libéré de l'emprise impérialiste.

Alors il ne sera pas question de compter sur la fabrication d'un produit miracle pour s'en sortir. Au mieux, le sucre sera l'un des produits qui pourraient servir dans les échanges commerciaux. Mais ce qui fera la force d'un Etat antillais dirigé par les travailleurs, ce sera d'abord qu'il s'appuiera sur la sympathie active de tous les pauvres, ouvriers et paysans des Antilles. Mais il comptera aussi et il le recherchera systématiquement sur le soutien des chers voisins des pays riches France, Etats-Unis etc. . .

Les capitalistes peuvent bien fermer leurs usines à sucre, cela rend la vie difficile pour certains travailleurs, mais cela ne doit pas nous faire croire que nous restons à leur merci et sans perspectives.

G. R.

Avis aux lecteurs

Camarade, toi qui achètes régulièrement «Combat Ouvrier», si tu veux nous aider, achète le prochain numéro soit dans une librairie, soit dans un grand magasin, soit dans l'une des boutiques de Pointe-à-Pitre ou de Fort-de-France où notre journal est en vente. Tu nous permettras ainsi d'améliorer la diffusion du journal.

ANTILLES - PLASTIQUES FERME 50 TRAVAILLEURS DANS LA RUE

C'est en arrivant le lundi 10 décembre devant la porte de leur entreprise que les travailleurs de l'usine Antilles-Plastique de Saint-Joseph ont appris la fermeture! La seule information qu'a daigné faire la direction est la pose d'un bout de papier sur une des portes d'entrée.

Le bruit courait que l'entreprise qui emploie une cinquantaine de personnes et qui est spécialisée dans la fabrication de sacs de ciment était dans une situation difficile. Les travailleurs avaient même convoqué une réunion du Comité d'Entreprise à laquelle la direction n'était pas venue. Trois jours après, elle annonçait

qu'elle avait déposé son bilan.

Voilà un fait qui en tout cas est significatif de l'attitude des patrons : pendant la période de profits, ils se contentent d'empocher les bénéfices, en payant le moins possible les travailleurs. Quand surviennent les problèmes, ils met-

tent la clef sous la paillasse et réduisent des dizaines de personnes au chômage.

Les travailleurs en tout cas ne se résignent pas de cette oreille et veulent conserver leur emploi. C'est ainsi que le mardi ils ont barré le carrefour de Saint-Joseph et Bélème en signe de protestation.

RIVIERE PILOTE :

Quand La Parole au Peuple parle de "faux combats"

Dans son dernier numéro, «La Parole au Peuple», organe du mouvement du même nom dont le principal dirigeant est Marie-Jeanne, maire et conseiller général de la commune de Rivière-Pilote, s'en prend à notre camarade Joachim-Arnaud en publiant une photo d'elle agrémentée de la légende suivante : «Syndicaliste dynamique mais inutile candidate d'un faux combat». Cette photo paraissant dans le corps d'un article dont l'essentiel est consacré aux Législatives de 1978, force nous est de croire que le «combat inutile» dont parle la «Parole au Peuple» concerne précisément ces élections.

A ce propos donc, «La Parole au Peuple» éprouve le besoin, 21 mois plus tard de justifier son abstention à ces élections.

Mais elle évite de s'expliquer réellement sur les raisons de l'abstention de son organisation en mars 1978, et ne dit rien sur la contradiction entre l'attitude de Marie Jeanne à ce moment et toutes ses prises de position antérieures et postérieures.

Car «La Parole au Peuple» n'a pas toujours boudé les «candidatures inutiles», ni les «faux combats», et c'est plutôt mars 1978 qui a été une exception.

En effet, depuis les législatives, de mars 1973, au cours desquelles Marie-Jeanne fit liste commune avec le PPM dans la circonscription du Sud, son organisation a participé systématiquement à toutes les compétitions électorales organisées par le pouvoir colonial, et le fait que ces élections changent de nom et d'objet, qu'elles soient municipales, cantonales, sénatoriales ou législatives ne changent rien à l'affaire. Toutes ces élections ont bien la même nature : elles sont préparées, organisées par le pouvoir colonial, selon les lois établies à l'avance par ce dernier et «La Parole au Peuple» sait bien tout cela et n'en prend que plus de précautions, à voir le soin minutieux avec lequel elle prépare les élections et l'acharnement qu'elle met lors des joutes

électorales.

Alors, le rédacteur de l'article est bien mal fondé à nous reprocher quoi que ce soit à propos de notre participation aux dernières législatives.

Le journal du maire de Rivière Pilote n'a pas daigné nous critiquer autrement que par allusion, de façon insidieuse: la méthode juge le journal et ceux qui le font. Mais malgré le côté laconique de la critique, on y voit poindre l'opinion du petit bourgeois méprisant vis à vis des travailleurs.

«Syndicaliste dynamique» - soit - cela Marie-Jeanne l'accepte. Mais il a envie d'ajouter «ne vous mêlez pas de politique» et c'est le «inutile candidat d'un faux combat». Ce combat, le combat politique ce n'est pas (pour Marie-Jeanne) l'affaire d'une «syndicaliste dynamique». Allez ! Qu'elle reste dans son entreprise ! La politique, les élections, c'est pour le petit bourgeois, les intellectuels, les avocats, médecins ou enseignants... pour

les Marie-Jeanne !

Cela n'a rien d'étonnant, car en tant que mouvement nationaliste, «la Parole au Peuple» ne conçoit pas d'autres rôles pour les travailleurs que celui d'une masse qui laisse les dirigeants de la petite-bourgeoisie faire de la politique en leur nom.



A. Marie - Jeanne

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

Prix Nobel de la Paix : LES DEUX VISAGES DE MÈRE THERESA

La religieuse nommée Mère Thérèse a reçu le prix Nobel de la Paix. Et tous les biens pensants en ont été contents. Car cela redore le blason de l'institution. Mère Thérèse est tout de même plus présentable que les Kissinger, Sadate et autres Begin qui eux aussi ont reçu ce prix.

Mère Thérèse comme toute religieuse accomplit son action religieuse en faisant la charité. Cette européenne a choisi d'aider les pauvres de Calcutta ville de l'Inde. Sans doute le choix d'une telle action et dans ces conditions prouve quelque chose sur les qualités personnelles de cette femme. Qu'elle ait voulu au travers sa religion se consacrer aux autres montre sans doute qu'il s'agit d'un être ayant de profondes qualités humaines.

Plusieurs questions se posent alors.

En dépit de la bonne volonté et des qualités de Mère Thérèse, une telle action «charitable» si elle aide provisoirement quelques personnes que représente-t-elle au regard de l'océan de misère existant en Inde et dans le monde ?

La charité est-elle une voie qui permet de combattre la pauvreté ?

Mère Thérèse en dépit de son altruisme sert aussi une institution, la religion qui s'op-

pose aux progrès humains. La religion refuse aux hommes le contrôle de leur propre destin. Elle fait dépendre leur avenir et tout ce qui peut leur arriver de la Providence. Elle cultive chez eux l'esprit de soumission, entretient le fatalisme.

Mère Thérèse est membre de cette Eglise.

Elle contribue à son développement. Par ces côtés ne paralyse-t-elle pas aussi les efforts des êtres humains d'échapper à l'exploitation et à l'oppression ? Il y a toujours eu des centaines, voire des milliers de Mères ou Sœurs Thérèse qui sont venues dans les pays pauvres pour soulager les blessures et les souffrances causées par les pillards assoiffés de profits que sont toujours les nationalistes et impérialistes. Et elles ont toujours prêché la patience et la résignation tout en faisant la charité.

Charité et assistance ont en effet toujours deux aspects. Elles peuvent soulager des misères, mais elles sont le produit d'une situation et d'une société où règne l'inégalité, l'injustice fruits d'un certain type de rapports entre les hommes.

Si on veut faire disparaître la misère, il faut mettre fin à l'exploitation des hommes par d'autres. Il faut organiser la société sur d'au-

THERESA

tres bases. Il faut produire les biens de consommation pour satisfaire les besoins des êtres humains et non pas pour qu'une poignée de riches s'enrichissent toujours plus. En Inde même, il y a des riches vivant dans un luxe incroyable qui sans doute donnent à Mère Thérèse de quoi faire la charité aux pauvres - qui sont dans la pauvreté par leur faute, parce qu'ils sont des exploités et souvent des affameurs.

Oui, Mère Thérèse a deux visages. Celui de la femme courageuse sensible au malheur des autres.

Mais, elle est aussi l'instrument des institutions en place. Elle propage la foi religieuse et tout ce qu'elle entraîne comme résignation. Elle est aussi - (le Prix Nobel c'est cela !) - un moyen pour tous les «gens bien» - ceux qui ont du bien ! - de mettre en paix la conscience de ceux d'entre eux qui ressentiraient la moindre gêne devant le contraste saisissant entre l'extrême richesse d'une infime minorité et l'extrême dénuement du plus grand nombre.

Et lorsque Mère Thérèse demande à ces gens-là de «penser aux pauvres et à ceux qui par millions souffrent dans le monde» elle ne condamne pas pour autant la société qui crée cette pauvreté qu'elle côtoie tous les jours.